

BE-A0525_724555_808089_FRE

Inventaire des archives de la commune de Meux. Dépôt 2024 (1833-1977 (1985))



Het Rijksarchief in België
Archives de l'État en Belgique
Das Staatsarchiv in Belgien
State Archives in Belgium

This finding aid is written in French.

DESCRIPTION DU FONDS D'ARCHIVES:	7
Consultation et utilisation	8
Conditions d'accès	8
Conditions de reproduction	8
Histoire du producteur et des archives	9
Producteur d'archives	9
Nom	9
Historique	9
Compétences et activités	10
Organisation	11
Archives	12
Historique	12
Acquisition	13
Contenu et structure	14
Contenu	14
Conseil communal et Collège des bourgmestre et échevins	14
Finances et fiscalité	14
Patrimoine	15
État civil	15
Population	15
Élections	16
Affaires militaires	17
Travaux publics	17
Enseignement	17
Culte	17
Langues et écriture des documents	18
Sélections et éliminations	18
Accroissements / compléments	18
Mode de classement	18
DESCRIPTION DES SÉRIES ET DES ÉLÉMENTS	21
I. Généralités	21
A. Conseil communal	21
1 - 4 Registres aux délibérations. 1903-1976	21
B. Collège des bourgmestre et échevins	21
5 - 7 Registres aux délibérations. 1848-1929, 1933-1976	21
C. États généraux, enquêtes et statistiques générales	21
II. Organisation et personnel	22
A. La commune en tant qu'entité administrative	22
B. Organisation et membres des organes politiques	22
1. Conseil communal	22
2. Collège des bourgmestre et échevins	22
3. Bourgmestre	22
13 - 14 Dossiers individuels. 1933, 1942-1948	22
C. Personnel des services	22
1. Statut du personnel, traitements et autres règlements	22
2. Dossiers établis à la suite de faits particuliers	23
3. Dossiers du personnel administratif et technique	23
22 - 23 Dossiers individuels des receveurs communaux. 1923-1976	23

24 - 25 Dossiers individuels des secrétaires communaux. 1930-1965.....	23
4. Dossiers du personnel ouvrier.....	23
5. Dossiers du personnel enseignant.....	24
28 - 36 Dossiers individuels des enseignants. 1931-1974.....	24
6. Dossiers du personnel de police.....	24
39 - 40 Dossiers individuels des gardes champêtres. 1938, 1947-1976.....	24
III. Patrimoine.....	26
49 - 53 Dossiers relatifs aux aliénations. 1861, 1897-1905, 1949-1950, 1965.....	26
41 - 48 Dossiers relatifs aux acquisitions. 1861-1927, 1974.....	26
IV. Finances et fiscalité.....	28
A. Comptabilité du secrétariat.....	28
1. Budgets et annexes.....	28
63 - 71 Budgets annuels. 1871, 1897, 1919-1920, 1923-1929, 1931-1977.	28
2. Registres de comptabilité.....	28
73 - 81 Grands-livres des recettes et dépenses. 1960-1962, 1966, 1968-1969, 1971-1972, 1974.....	28
3. Emprunts.....	29
B. Comptabilité du receveur.....	29
1. Registres de comptabilité.....	29
84 - 85 Livres-journaux de caisse. 1947-1950.....	29
2. Comptes et pièces justificatives.....	30
87 - 97 Comptes annuels. 1877-1976.....	30
98 - 134 Pièces justificatives aux comptes. 1929, 1940-1976.....	30
3. Entrée en fonction du receveur.....	33
135 - 136 Actes d'hypothèque pour la garantie de gestion du receveur communal. 1893, 1949.....	33
C. Impositions et taxes.....	33
137 - 138 Journaux-auxiliaires des impositions et taxes. 1960-1980.....	33
D. Dépôt de l'Administration du Cadastre.....	33
V. État civil.....	34
A. Registres de l'état civil et tables.....	34
155 - 159 Dossiers relatifs aux extraits des registres de l'état civil. 1927-1947.	34
B. Cimetières et funérailles.....	34
VI. Population.....	35
A. Registres et mouvements de la population.....	35
167 - 169 Registres des entrées et sorties. 1920-1976.....	35
168 - 169 Entrées et sorties. 1948-1976.....	35
B. Recensements et autres états de la population.....	35
173 - 176 Dossiers relatifs aux statistiques générales des recensements généraux de la population. 1946-1975.....	35
177 - 178 Dossiers relatifs aux recensements de la population. 1960, 1970..	36
C. Cartes d'identité et passeports.....	36
179 - 181 Registres d'inscription des cartes d'identité. 1930-1975.....	36
D. Étrangers.....	36
VII. Élections.....	37
A. Listes électorales et listes dérivées.....	37
185 - 186 Listes des électeurs généraux et communaux. 1954-1958.....	37
B. Révision des listes électorales.....	37
C. Dossiers des élections.....	37
189 - 190 Dossiers des élections communales. 1946, 1952.....	37
VIII. Affaires militaires et guerres.....	38
A. Service militaire.....	38

192 - 241 Dossiers relatifs aux levées de milice. 1923-1974.....	38
B. Mobilisation, réquisitions et cantonnements militaires en temps de paix.....	41
251 - 254 Registres de classement pour les réquisitions. [1935].....	41
C. Guerres et conséquences.....	42
256 - 257 Dossiers relatifs aux indemnités pour les dommages de guerre. 1922-1929.....	42
265 - 267 Dossiers relatifs à la constatation et à la réparation de dommages de guerre. 1940-1955.....	43
274 - 275 Documents personnels émis des suites de la guerre. 1944.....	43
IX. Ordre et sécurité publics.....	45
1. Équipement.....	45
2. Missions de police administrative concernant la tranquillité et l'ordre publics.....	45
3. Missions de police administrative concernant la sécurité publique.....	45
X. Santé publique.....	46
A. Inspection médicale scolaire.....	46
B. Lutte contre les maladies épidémiques.....	46
288 - 290 Registres des vaccinations. 1935-1976.....	46
C. Analyse de l'eau potable.....	46
D. Contrôle de la salubrité des habitations et logements.....	46
E. Contrôle des établissements dangereux, insalubres et incommodes.....	47
297 - 300 Dossiers relatifs aux demandes d'autorisation pour l'exploitation de dépôts et pompes à essence. 1925, 1931, 1933, 1957, 1960.....	47
301 - 316 Dossiers relatifs aux demandes d'autorisation d'ateliers et installations mécanisées. 1931-1962.....	47
304 - 305 1936.....	47
307 - 309 1946.....	47
318 - 319 Dossiers relatifs aux demandes d'autorisation de boucheries et tueries particulières. 1935-1938, 1965.....	48
321 - 322 Dossiers relatifs aux demandes d'autorisation d'installation de matériel de projection cinématographique. 1948-1956.....	48
323 - 327 Dossiers relatifs aux demandes d'autorisation pour l'exploitation de dépôts de gaz et mazout. 1948-1965.....	49
329 - 334 Dossiers relatifs aux demandes d'autorisation d'installation de silos à pulpe. 1956-1959.....	49
329 - 331 1956.....	49
335 - 336 Dossiers relatifs aux demandes d'autorisation d'élevages d'animaux. 1959, 1965.....	50
XI. Travaux publics et services d'utilité publique.....	51
A. Travaux aux bâtiments, monuments et installations immobilières diverses.....	51
1. Bâtiments affectés aux services administratifs et communaux.....	51
2. Bâtiments scolaires.....	51
3. Bâtiments affectés aux divertissements.....	52
4. Bâtiments du culte.....	52
5. Cimetières.....	52
B. Travaux et inspection de la voirie (y compris les ponts, les quais).....	53
362 - 378 Dossiers relatifs aux travaux d'amélioration. 1896-1908, 1927-1974.	53
379 - 386 Dossiers relatifs aux travaux d'entretien et de réfection. 1926-1963, 1974-1975.....	54
387 - 388 Dossiers relatifs aux modifications de tracés de voirie. 1935, 1953.	55
C. Travaux et inspection des cours d'eau non navigables.....	55
394 - 395 Dossiers relatifs aux travaux de normalisation des ruisseaux. 1963-	

1972.....	55
D. Services d'utilité publique.....	56
1. Distribution d'eau.....	56
2. Distribution d'électricité.....	56
3. Éclairage public.....	57
4. Téléphone.....	57
5. Radio et télévision câblées.....	57
6. Transports en commun.....	57
XII. Enseignement.....	59
A. Cadre général.....	59
B. Organisation.....	59
C. Équipement.....	59
D. Personnel.....	59
E. Finances.....	59
F. Obligation scolaire.....	59
G. Activités scolaires spéciales.....	60
XIII. Culture.....	61
XIV. Économie.....	62
A. Agriculture et sylviculture.....	62
B. Élevage.....	62
C. Commerce.....	62
XV. Affaires sociales.....	63
A. Lutte contre la pauvreté et la mendicité.....	63
B. Prise en charge des chômeurs.....	63
C. Aide aux personnes âgées.....	63
D. Aide aux personnes porteuses de handicap.....	63
XVI. Relations avec la Fabrique d'église Notre-Dame de l'Assomption.....	64
A. Patrimoine.....	64
B. Finances.....	64
454 - 459 Budgets annuels. 1926-1930, 1933-1955, 1959-1977.....	64
460 - 465 Comptes annuels. 1925-1929, 1933-1954, 1957-1976.....	64

Description du fonds d'archives:

Nom du bloc d'archives:

Commune de Meux. Dépôt 2024

Période:

1833 - 1977

Numéro du bloc d'archives:

BE-A0525.969

Etendue:

- Nombre d'articles: 464.00
- Etendue inventoriée: 8.00 m

Dépôt d'archives:

Archives de l'Etat à Namur

Producteurs d'archives:

Commune de Meux, 1820 - 1976

Consultation et utilisation

CONDITIONS D'ACCÈS

Les archives (hormis les registres de la population, des étrangers et de l'état civil) de moins de 30 ans ou de plus de 30 ans mais non librement communicables en raison de restrictions légales liées par exemple à la protection de la vie privée et des données à caractère personnel sont communicables moyennant une autorisation du Collège communal. Les archives de plus de 30 ans et sans restriction légale sont librement communicables. Les archives de plus de 100 ans sont réputées ne plus contenir de données à caractère personnel sur des personnes vivantes et sont donc librement communicables.

Pour les registres de la population et les registres des étrangers clos depuis moins de 120 ans, seuls des extraits, des certificats ou des listes de personnes peuvent éventuellement être délivrées moyennant une autorisation écrite du Collège communal. Les registres clos depuis plus de 120 ans sont communicables à des fins généalogiques ou historiques ou d'autres fins scientifiques.

Pour plus d'information, veuillez consulter le portail www.arch.be.

CONDITIONS DE REPRODUCTION

La reproduction des documents s'opère selon les règlements et tarifs en vigueur aux Archives de l'État. Pour le cas plus particulier des registres de la population et des registres des étrangers, des reproductions peuvent être délivrées pour les seuls registres clôturés depuis plus de 120 ans. Pour les registres de moins de 120 ans, une autorisation du Collège communal est nécessaire.

Histoire du producteur et des archives

PRODUCTEUR D'ARCHIVES

NOM

Commune de Meux

HISTORIQUE

La Constitution du 5 fructidor an III (22 août 1795), en vigueur lors de l'annexion par la France (1er octobre 1795), avait instauré des "municipalités de canton". Entre 1795 et 1800, Meux dispose d'un agent municipal et d'un adjoint, chargés de l'administration des affaires purement locales. La réunion des agents municipaux à Émines, chef-lieu du canton, constitue la municipalité de canton. En application de la loi concernant la division du territoire de la République et l'administration du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800), Meux devient une commune à part entière. En 1802, elle est intégrée dans le canton de justice de paix de Dhuy puis dans celui d'Éghezée en 1848. ¹La commune fait partie du département de Sambre-et-Meuse (1795-1814) puis de la province de Namur ; des arrondissements administratif et judiciaire de Namur. Meux relève par ailleurs du canton de milice de Dhuy à partir de 1817, d'Éghezée à partir de 1820, d'Éghezée-A à partir de 1870, et à nouveau d'Éghezée à partir de 1913. ²Meux se situe à environ 10 kilomètres au nord-ouest de Namur et à environ 6 kilomètres à l'est de Gembloux. La commune a la particularité de se trouver à cheval sur les bassins de la Sambre et de la Meuse. De ce fait, elle est traversée par plusieurs petits cours d'eau partant dans des directions contraires. D'une part, le ruisseau du Warichet passe par le centre du village et suit un cours parallèle à la Meuse, qui traverse le sud du territoire de Meux. D'autre part, le ruisseau de l'Orneau, affluent de la Sambre, prend sa source au nord du territoire communal et poursuit son cours à Grand Leez. Enfin, le ruisseau du Try apparaît brièvement à l'ouest du territoire communal. ³La commune de Meux comprend, outre le village lui-même, les hameaux de Bawtia (ou Bawetia) et de Mehaignoul. On distingue parfois du village les lieudits Alvax et Warichet.

Outre l'église néo-romane du XIXe siècle, on compte quatre chapelles dans la commune, dont la chapelle Notre-Dame de Grâce, bâtie au XVIIIe siècle et agrandie en 1908. ⁴Son relief relativement égal et son territoire étendu ont fait de Meux une commune agricole par excellence. Les bois qui existaient encore au début du XIXe siècle ont été défrichés depuis, les terrains marécageux drainés. Le nombre d'exploitations agricoles a oscillé autour de 250 à 300 de

1 VRIELINCK S., De territoriale indeling van België (1795-1963), Louvain, 2000, vol. 2, p. 1228 et vol. 3, p. 1526.

2 Idem.

3 Consulter le n° 391 du présent inventaire.

4 HASQUIN H., Communes de Belgique. Dictionnaire d'histoire et de géographie administrative, t. 2 : Wallonie, Bruxelles, 1980, p. 253.

1846 à 1959. Des efforts de concentration des petites fermes ont eu lieu depuis. Meux conserve plusieurs grandes fermes anciennes : celles de Tripsée (XIXe siècle), de Sclef et de Mehaignoul (XVIIIe siècle), et les restes de celle du Vieux Raucourt. Les seules entreprises qui ne relevaient pas de l'exploitation agricole ou de la transformation de produits agricoles étaient rares et de petites dimensions, et elles n'ont pas survécu à long terme.

Meux est relativement bien pourvue en voies de communication, mais se tient à l'écart de la grand'route qui relie Namur à Gembloux. L'aménagement d'une voie ferrée vers Bovesse et Éghezée à la fin du XIXe siècle facilite pour un temps les transports, jusqu'à la désaffectation définitive de la ligne pendant la Seconde Guerre mondiale. ⁵La population évolue comme suit : 630 habitants en 1801, 1.404 en 1846, 1.431 en 1910, 1.150 en 1961 et 1.185 en 1976. ⁶Les effets de l'exode rural ont été minimisés par la multiplication des habitations nouvelles à partir de la seconde moitié du XXe siècle.

Le 1er janvier 1977, la commune de Meux est fusionnée avec les communes de Bovesse, Émines, Rhisnes, Saint-Denis, Villers-lez-Heest et Warisoulx pour former l'actuelle commune de La Bruyère.

La fusion forme une entité de 5.512 habitants pour 5.058 hectares et est justifiée en ces termes dans le rapport au Roi précédant l'arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites : "La fusion tend à former entre Namur, Éghezée, Gembloux une entité gardant son caractère rural, ayant les moyens de favoriser l'habitat autour des noyaux actuels, d'activer la concentration des exploitations agricoles en unités plus grandes de manière à poursuivre la rationalisation de la production, d'améliorer les infrastructures et de protéger les sites et espaces verts". ⁷

COMPÉTENCES ET ACTIVITÉS

Le décret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités jette les bases de l'organisation municipale. Il fixe également le rôle qu'elles doivent remplir :

- "Article 49. Les corps municipaux auront deux espèces de fonctions à remplir ; les unes propres au pouvoir municipal ; les autres, propres à l'administration générale de l'État, et déléguées par elle aux municipalités.
- Article 50. Les fonctions propres au pouvoir municipal, sous la surveillance et l'inspection des assemblées administratives, sont : de régir les biens et revenus communs des villes, bourgs, paroisses et communautés ; de régler et d'acquitter celles des dépenses locales qui doivent être payées des deniers communs ; de diriger et de faire exécuter les travaux publics qui sont à la charge de la communauté ; d'administrer les établissements qui appartiennent à la commune, qui sont entretenus de ses deniers, ou qui sont particulièrement destinés à l'usage des citoyens dont elle est composée ; de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la

⁵ Consulter les n° 413 et 416 du présent inventaire.

⁶ Histoire et patrimoine des communes de Belgique, Province de Namur, Bruxelles, 2008, p. 992.

⁷ Arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites, Moniteur belge, 25 septembre 1975.

salubrité, et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics.

- Article 51. Les fonctions propres à l'administration générale, qui peuvent être déléguées aux corps municipaux pour les exercer sous l'autorité des assemblées administratives, sont : la répartition des contributions directes entre les citoyens dont la communauté est composée ; la perception de ces contributions ; le versement de ces contributions dans les caisses du district ou du département ; la direction immédiate des travaux publics dans le ressort de la municipalité ; la régie immédiate des établissements publics destinés à l'utilité générale ; la surveillance et l'agence nécessaires à la conservation des propriétés publiques ; l'inspection directe des travaux de réparation ou de reconstructions des églises, presbytères, et autres objets relatifs au service du culte religieux".⁸

Après l'indépendance de la Belgique, la Constitution belge du 7 février 1831 confie les intérêts exclusivement communaux à des conseils communaux élus directement, mais réserve le contrôle de leurs actes au Roi ou au pouvoir législatif, notamment pour empêcher qu'ils ne sortent de leurs attributions ou ne portent atteinte à l'intérêt général. La Constitution confie également aux autorités communales la rédaction des actes de l'état civil et la tenue des registres. Enfin, le Congrès national déclare qu'il est nécessaire de pourvoir par des lois séparées à l'organisation provinciale et communale.

La loi communale du 30 mars 1836 constitue le fondement du droit communal belge contemporain. Constamment adaptée, certains de ses articles demeurent en vigueur dans la nouvelle loi communale (NLC) de 1988 et dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (CDLD) de 2004.

ORGANISATION

La manière dont les communes sont organisées est déterminée par la loi communale du 30 mars 1836. Celle-ci prévoit l'existence d'un corps communal regroupant des conseillers, un bourgmestre et des échevins. Ils forment le Conseil communal. Le bourgmestre et les échevins, dont le mode de désignation a évolué au cours du temps, composent le Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal. À côté de ces fonctions politiques, chaque commune dispose d'un secrétaire et d'un receveur. Les commissaires de police et, dans certaines localités, les gardes champêtres se partagent les attributions en matière de police.

Les rapports annuels sur l'administration et la situation des affaires de la commune dressés en exécution de l'article 70 de la loi communale donnent un aperçu de l'organisation de chaque administration communale. Une copie de ces rapports était envoyée au Gouvernement provincial. Enfin, les registres aux délibérations du Conseil communal et du Collège constituent la source par excellence pour décrire l'organisation de la commune et son histoire.

8 Pasinomie, 1re série, t. 1er, Lois françaises, Bruxelles, 1833, p. 66.

ARCHIVES

HISTORIQUE

L'article L1123-28 du CDLD dispose : "Le collège communal veille à la garde des archives et des titres ; il en dresse les inventaires en double expédition, ainsi que des chartes et autres documents anciens de la commune, et empêche qu'aucune pièce ne soit vendue ou distraite du dépôt". Cette disposition reprend *mutatis mutandis* les dispositions de l'article 100 de la loi communale de 1836 (devenu l'article 132 de la NLC). Une circulaire ministérielle du 9 janvier 1839 précise que la maison communale est le lieu le plus propre au dépôt des archives communales. La loi du 24 juin 1955 relative aux archives place les archives des communes sous la surveillance de l'archiviste général du Royaume ou de ses délégués. Elles ne peuvent être détruites sans que la commune n'ait obtenu l'autorisation de l'archiviste général du Royaume ou de ses délégués.

La mise en œuvre de ces dispositions et les mesures de sauvegarde ou de gestion des archives sont rarement documentées. Cet aperçu se base donc sur les dossiers centraux des communes de Meux et de La Bruyère constitués par les Archives de l'État.⁹ La première situation connue est celle brossée par l'inventaire des archives de la commune dressé en 1840 : on y trouve les publications administratives, les archives de l'état civil, les registres aux délibérations du Conseil communal et du Collège échevinal, les budgets et comptes, les tableaux de la population, les archives de la milice et du cadastre, plusieurs dossiers de travaux ainsi que d'autres documents divers. Le mobilier servant à la conservation de ces archives est décrit comme "une armoire fermant à clef" et "une toise servant pour la milice".

En 1967, la commune donne son accord de principe pour le dépôt de ses archives anciennes aux Archives de l'État. En 1969, Cécile Douxchamps-Lefèvre effectue une inspection ; elle note que "les archives de la commune de Meux sont conservées en bon ordre et en bon état dans des étagères en bois placées dans un local adjacent au secrétariat communal et dans une armoire métallique placée dans ce dernier". L'inspectrice dresse également un inventaire succinct des archives encore présentes sur place : "état civil complet depuis 1803, registres aux délibérations depuis 1820, registres de population de 1860, 1870, 1875, 1890 et depuis 1900, matrices cadastrales de la fin du XIXe siècle, dossiers concernant la milice, les travaux publics, la population, les biens communaux, les élections depuis la fin du XIXe siècle, documents administratifs contemporains". Le dépôt est effectué en 1970 et consiste en trois registres aux délibérations du Conseil communal (1820-1903), quatre registres de la population (1848-1890) et trois matrices cadastrales (1833-1880).

Une inspection des archives communales de La Bruyère est prévue en 1990 mais il n'en existe pas de rapport. Le questionnaire envoyé à la commune à cet effet n'a apparemment pas été retourné.

En vue de valoriser son patrimoine communal et de garantir sa pérennité, la

9 AÉN, Dossiers centraux, dossier " Commune de Meux " et " Commune de La Bruyère ".

commune a signé, en date du 25 avril 2019, une convention de partenariat avec les Archives de l'État. Celle-ci charge l'équipe du projet "Archives locales de Wallonie" de préparer le dépôt des fonds communaux antérieurs à la fusion en procédant à un tri et en rédigeant les inventaires. C'est également dans le cadre de cette collaboration que des archives postérieures à 1976 sans plus d'utilité administrative ou juridique et sans intérêt historique ont été détruites en parfaite concertation avec les différents services communaux et avec l'autorisation du délégué de l'archiviste général du Royaume.

ACQUISITION

Les archives ont été déposées par la commune de La Bruyère. Le dépôt a été inscrit au registre des acquisitions des Archives de l'État à Namur le 29 juillet 2024 sous le n° 2024/32.

Contenu et structure

CONTENU

Les archives décrites dans cet inventaire ont trait au fonctionnement et aux activités de la commune de Meux entre 1833 et 1977.

Les documents antérieurs à la Première Guerre mondiale sont cependant, au total, fort peu nombreux. Le XIXe siècle et le début du XXe siècle ne sont représentés que par quelques dossiers, concernant pour l'essentiel le patrimoine et des travaux publics, ainsi que par quelques budgets et comptes communaux. Les archives sont plus nombreuses pour les années 1920 à 1940, y compris pour la Seconde Guerre mondiale, mais la majorité des documents conservés datent d'après 1945. On peut donc avancer que les guerres ont entraîné des destructions, sans qu'il soit possible de l'affirmer avec certitude ni de quantifier la masse documentaire qui aurait disparu ainsi. Par ailleurs, certaines lacunes du présent inventaire s'expliquent par le dépôt de dix-huit registres aux Archives de l'État en 1970 (voir ci-dessus).

Procédons par grandes séries d'archives :

CONSEIL COMMUNAL ET COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

On appelle Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal la réunion des bourgmestre et échevins chargés de l'administration de chaque commune. Le bourgmestre et les échevins, agissant ensemble et indivisément, procèdent par voie de délibération. Ils constituent un corps délibérant du pouvoir exécutif et non pas un pouvoir délibérant législatif, tel que l'est le Conseil communal. Les actes posés par le Collège ne font généralement qu'administrer, exécuter ou appliquer les lois et règlements à des cas particuliers ou à des individus déterminés, sauf le droit de réglementation résultant d'une délégation. Toutes les décisions importantes prises par le Collège et les délibérations du Conseil sont consignées dans deux séries de registres. Ces registres aux délibérations permettent normalement de suivre l'évolution de la politique locale et la gestion des affaires communales, depuis les premières années du XIXe siècle jusqu'à nos jours.

FINANCES ET FISCALITÉ

Les finances communales occupent une part importante de l'activité de l'administration et constituent un élément particulièrement important des archives. Chaque année un budget est établi par le Collège, mis à l'approbation du Conseil et soumis à l'autorité de tutelle. Par la suite, une comptabilité précise des dépenses et des recettes est tenue par le receveur communal. Toutes les initiatives et les activités menées par les autorités communales se retrouvent dans ces dossiers. Le moindre engagement financier donne lieu à

des contrats, factures et mandats de paiement de toute nature. Les pièces justificatives aux comptes ne sont toutefois pas toutes conservées et pour les périodes récentes, un tri est opéré par l'archiviste, qui ne conserve finalement que les dossiers les plus significatifs et une année type par législature, permettant au chercheur d'évaluer correctement l'évolution à long terme des finances communales.

Si la gestion financière nous renseigne sur tous les aspects des activités communales, elle génère aussi de nombreux documents très utiles pour connaître les personnes qui habitent la localité. L'administration perçoit en effet sur les habitants des taxes et des impôts divers. Elle tient à cet effet des rôles de contribuables, qui complètent les informations individuelles reprises dans les registres de la population. Les propriétés foncières sont également taxées et chaque commune dispose de registres et de plans cadastraux, déposés par les services du Cadastre, qui donnent une idée fort précise de l'organisation de l'espace et de la structure de la propriété immobilière. On peut suivre par ce biais l'histoire d'une habitation ou d'un terrain au cours des ans et en connaître les propriétaires successifs.

PATRIMOINE

Le patrimoine communal se compose de nombreux biens immobiliers divers. Il existe donc dans les archives d'importants dossiers relatifs à l'acquisition, à l'échange, à l'expropriation ou à la vente de biens communaux ou encore de dossiers constitués dans le cadre des ventes de coupes de bois. En règle générale, les principaux édifices du village sont aussi propriété communale : l'église, le presbytère, l'école et le cimetière nécessitent ainsi un coûteux entretien et des travaux réguliers que l'on peut suivre d'année en année à l'aide des dossiers constitués et conservés par l'administration.

ÉTAT CIVIL

L'état civil a été institué en France par décret du 20 septembre 1792. À partir de cette date, dans chaque commune, l'officier de l'état civil consigne dans des registres distincts tenus en double les naissances, les mariages et les décès intervenus sur le territoire communal au cours de l'année. Il tient aussi un registre pour les publications de mariages. L'officier de l'état civil clôture ses registres en fin d'année et transmet un exemplaire au greffe du tribunal de première instance de l'arrondissement, avec le registre aux publications de mariages, tenus en un unique exemplaire. L'exemplaire communal est encore aujourd'hui conservé par la commune afin d'éviter la présence dans le même bâtiment des deux exemplaires.

POPULATION

Depuis 1847, les communes doivent tenir un répertoire de l'ensemble des habitants ayant leur résidence habituelle dans la commune. Ces registres de la

population, actes authentiques et publics renouvelés après chaque recensement décennal, rendent compte de la composition de chaque famille, de l'identité des individus et des mouvements qui interviennent, tels qu'arrivées dans la commune, départs, naissances, mariages ou décès. Dans le fonctionnement journalier de l'administration communale, ces registres servent à l'établissement des travaux de statistique (pour les opérations de recensement et l'établissement des mouvements annuels d'émigration et d'immigration), à la révision des listes électorales (pour les chambres, le conseil provincial, le conseil communal, les conseils de prud'hommes, les conseils de l'industrie et du travail), à l'organisation de la police (pour les recherches sur l'identité des délinquants), de la milice et de la garde civique (le service de la garde civique est dû par celui qui a une résidence réelle), à la détermination du domicile de secours des indigents et des enfants qui ont droit à l'instruction gratuite, à la participation à l'affouage, etc.

Pour l'historien, ces registres sont d'un grand intérêt pour toutes les données socioéconomiques et démographiques qu'ils renferment (avec les nom et prénoms, le lieu et la date de naissance, l'état civil, le domicile légal, la profession, la fonction ou la position, la nationalité et des renseignements relatifs à la milice, à la garde civique ou encore au casier judiciaire).

La tenue des registres de population rentre dans les tâches de l'administration générale de la commune, donc dans les attributions du Collège communal. Aux termes de l'article 1er de l'arrêté royal du 30 décembre 1900, c'est désormais l'officier de l'état civil qui est chargé de faire observer exactement tout ce qui concerne leur tenue. Les registres obligatoires sont le registre principal, les registres d'entrée et de sortie des habitants. Enfin, les règlements imposent la confection d'un index ou répertoire des noms des habitants. Depuis le début des années 1980, les registres de population tendent à disparaître au profit de bases de données informatiques établies en connexion avec le registre national des personnes physiques.

ÉLECTIONS

C'est au niveau communal que sont constituées les listes des électeurs pouvant participer aux scrutins nationaux, provinciaux ou communaux.

L'administration conserve ainsi des dossiers concernant les personnes éligibles et les candidats, les électeurs, le déroulement des différentes élections et généralement les résultats des élections communales, ainsi que l'installation des nouveaux conseils et collèges communaux. La teneur des listes électorales varie dans le temps en fonction de la législation en vigueur. Les listes d'électeurs sont vérifiées et modifiées périodiquement en fonction des revenus déclarés des habitants et, plus tard, sur base de leur domicile légal, de leur citoyenneté belge ou européenne, et d'éventuelles restrictions temporaires de leurs droits politiques, dues à une condamnation judiciaire ou à une incapacité mentale. La révision des listes électorales donne souvent lieu à des contestations, qui sont soumises aux cours et tribunaux.

AFFAIRES MILITAIRES

C'est sur base des registres de l'état civil et de population que sont établis les registres de milice et les dossiers qui les accompagnent. Jusqu'à la suspension du service militaire obligatoire en 1994, on dressait chaque année la liste des jeunes hommes en âge d'être appelés. Selon les époques, ces candidats miliciens pouvaient échapper au service militaire en fonction d'un tirage au sort favorable, d'une exemption pour cause physique ou d'une objection de conscience. Des motifs divers permettaient aussi d'obtenir un sursis et de retarder l'enrôlement. Les dossiers constitués à cet effet sont généralement conservés, mais il faut souligner qu'ils peuvent faire largement double emploi avec ceux qui existent au niveau provincial ou national.

TRAVAUX PUBLICS

La commune s'occupe de tout ce qui concerne l'infrastructure, les voiries ou les bâtiments publics communaux soit en tant que principal maître d'œuvre de certains projets, soit en tant qu'associée aux travaux menés par les autorités provinciales, nationales et plus tard régionales. L'établissement de la distribution d'eau potable, l'électrification des campagnes et l'installation progressive du téléphone ou de la télédistribution constituent une vaste entreprise qui modifie considérablement l'existence des populations rurales.

ENSEIGNEMENT

L'organisation de l'enseignement primaire constitue un secteur important de la politique communale au cours des XIXe et XXe siècles. Les archives communales conservent divers dossiers relatifs à l'organisation générale, au personnel enseignant, aux bâtiments scolaires et au matériel didactique. Des listes d'écoliers sont dressées annuellement ce qui permet de suivre la scolarisation de la jeunesse locale.

CULTE

Sous Napoléon Bonaparte, la vie religieuse est réorganisée sur des bases nouvelles. L'Église catholique occupe une place prépondérante. Elle bénéficie en priorité des mesures prises par l'empereur visant à restituer aux paroisses tout ou une partie des biens qu'elles possédaient avant la Révolution et d'en assurer la gestion rationnelle. Des institutions publiques, les fabriques d'églises, sont instituées par un décret du 30 décembre 1809, afin de prendre en charge l'organisation matérielle du culte. Si la majorité des églises appartient à la commune, qui en assure la restauration et l'entretien, les fabriques se chargent d'administrer les biens propres de la paroisse. Ils se chargent également de subvenir aux frais du culte tels que le luminaire ou une partie du mobilier et de l'aménagement intérieur. Les autorités communales

exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des fabriques d'églises et en contrôlent l'essentiel des dépenses. Quant aux ministres du culte, ils sont payés directement par l'État, mais reçoivent parfois un supplément de traitement de la commune et entretiennent avec les autorités municipales des relations étroites, qui reflètent généralement fort bien l'évolution des rapports complexes entre l'Église et l'État aux XIXe et XXe siècles.

LANGUES ET ÉCRITURE DES DOCUMENTS

Toutes les pièces sont en français, à l'exception de quelques pièces datant de la Seconde Guerre mondiale, qui sont en anglais ou en allemand. Une pièce du dossier n° 161 est en ukrainien.

SÉLECTIONS ET ÉLIMINATIONS

Le tri a été effectué conformément aux directives suivantes :

MARÉCHAL G., *Conservation et destruction des archives communales.*

Directives et recommandations, t. 1 : *État civil, population, milice, finances.*

Bruxelles : Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 1988 (Miscellanea Archivistica Studia, 1).

MARÉCHAL G., *Conservation et destruction des archives communales.*

Directives et recommandations, t. 2 et 3. Bruxelles : Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 2005 (Miscellanea Archivistica Manuale, 52 et 53).

ACCROISSEMENTS / COMPLÉMENTS

Le fonds est clos et la plupart des documents sont désormais conservés aux Archives de l'État. Les principales exceptions sont les registres de la population, les permis d'urbanisme, les registres de l'état civil et l'atlas des chemins vicinaux. Ce dernier document est du reste désormais consultable sur le Géoportail de la Wallonie, <http://geoportail.wallonie.be>. L'absence de dépôt s'explique, d'une part, par l'utilité administrative pour les services communaux et, d'autre part, par l'existence d'un double de l'état civil (exemplaire venant du greffe du tribunal de première instance) et des permis de bâtir (exemplaire venant de l'Administration de l'Urbanisme) aux Archives de l'État.

MODE DE CLASSEMENT

Les archives de la commune étaient partiellement classées selon le système de classement décimal national (CDN). Ce type de catalogage ne convient cependant pas pour les archives définitives pour les raisons suivantes :

°Ce classement par sujet a un caractère artificiel. Outre le fait qu'il soit subjectif (choisir un seul élément du contenu est une opération souvent

hasardeuse), ce catalogage effectué à posteriori est distinct de l'organisation initiale des archives, organisation reflétant le fonctionnement des services. Ce classement est contraire au principe de respect de la structure du fonds d'archives, de l'ordre organique résultant du traitement administratif.¹⁰ Ainsi par exemple, pour les archives relatives aux bâtiments communaux servant à l'enseignement, ces dossiers ont-ils initialement été produits et traités par le service communal des travaux ou le service communal en charge de l'enseignement ? Il n'est plus possible de le dire et nous avons dû faire des choix de manière arbitraire. L'authenticité et l'intégrité des dossiers tels qu'initialement constitués ne pourront plus être établies avec certitude.

° Les descriptions contenues dans ce type de classement ont un caractère peu détaillé qui ne répond en aucun cas aux normes archivistiques internationales en vigueur pour la réalisation d'instruments de recherche (principalement la norme ISAD(G)). Ainsi, les dates extrêmes des dossiers étaient-elles rarement indiquées.

° Les archives n'ont fait l'objet d'aucun tri préalable à leur classement.

Ainsi a-t-il été indispensable de reclasser l'ensemble des documents en utilisant le cadre de classement repris dans la publication de Guy Gadeyne.¹¹ Les principales subdivisions de ce cadre sont les suivantes :

- I. Généralités
- II. Organisation et personnel
- III. Patrimoine
- IV. Finances et fiscalité
- V. État civil
- VI. Population
- VII. Élections
- VIII. Affaires militaires et guerres
- IX. Ordre et sécurité publics
- X. Santé publique
- XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme
- XII. Enseignement
- XIII. Culture, sports et divertissements
- XIV. Vie économique
- XV. Affaires sociales et réglementation du travail
- XVI. Bureau de bienfaisance et Commission d'assistance publique
- XVII. Relations avec les cultes reconnus

Les rubriques ont été adaptées au fonds d'archives selon les besoins

10 En archivistique, la règle suivante est fondamentale : les dossiers (qui constituent en général une unité archivistique) sont uniquement constitués par le producteur d'archives, et non pas par l'archiviste. Dans le cas présent, il n'est généralement pas possible de déterminer si les dossiers ont été constitués par les services communaux ou a posteriori, lors de leur " archivage ", par une personne étrangère au service.

11 GADEYNE G., Cadre de classement pour les archives communales statiques non structurées (1795 - ca 1977), Bruxelles, 1997 (Archives générales du Royaume, Miscellanea Archivistica, Manuale 18).

spécifiques. Sous une sous-rubrique, les différentes descriptions archivistiques ont été classées dans l'ordre chronologique.

Description des séries et des éléments

I. GÉNÉRALITÉS

A. CONSEIL COMMUNAL

- | | | |
|---|---|----------|
| 1 | 1 - 4 REGISTRES AUX DÉLIBÉRATIONS. 1903-1976.
24 juillet 1903 - 6 juin 1924. | 1 volume |
| 2 | 12 juillet 1924 - 30 octobre 1953. | 1 volume |
| 3 | 22 janvier 1954 - 9 août 1972. | 1 volume |
| 4 | 6 octobre 1972 - 30 décembre 1976. | 1 volume |

B. COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

- | | | |
|---|--|----------|
| 5 | 5 - 7 REGISTRES AUX DÉLIBÉRATIONS. 1848-1929, 1933-1976.
12 septembre 1848 - 13 juillet 1929. | 1 cahier |
| 6 | 20 mai 1933 - 25 février 1972. | 1 volume |
| 7 | 19 novembre 1971 - 31 décembre 1976. | 1 volume |

C. ÉTATS GÉNÉRAUX, ENQUÊTES ET STATISTIQUES GÉNÉRALES

- | | | |
|---|---|---------|
| 8 | Questionnaire d'enquête sur la situation de la commune. 1955. | 1 pièce |
|---|---|---------|

II. ORGANISATION ET PERSONNEL

A. LA COMMUNE EN TANT QU'ENTITÉ ADMINISTRATIVE

- 9 Dossier relatif à la fusion des communes. 1965-1976. 1 chemise

B. ORGANISATION ET MEMBRES DES ORGANES POLITIQUES

1. CONSEIL COMMUNAL

- 10 Lettre de démission d'Auguste Masson, conseiller communal, et réponse du bourgmestre. 8 janvier 1956, 14 janvier 1956. 2 pièces

2. COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

- 11 Dossier relatif à l'élection et à l'installation des bourgmestre et échevins. 1933, 1941, 1959-1965. 1 chemise

- 12 Dossier relatif aux traitements du bourgmestre et des échevins. 1944-1971. 1 chemise

3. BOURGMESTRE

- 13 13 - 14 DOSSIERS INDIVIDUELS. 1933, 1942-1948. Émile Radelet. 2 février 1933. 1 pièce

- 14 Émile Masson, bourgmestre faisant fonction. 1942-1948. 1 chemise

C. PERSONNEL DES SERVICES

1. STATUT DU PERSONNEL, TRAITEMENTS ET AUTRES RÈGLEMENTS

- 15 Dossier relatif aux traitements du personnel enseignant. 1919, 1920, 1940-1955. 1 chemise

- 16 Dossier relatif aux traitements. 1925, 1937, 1941, 1943, 1964. 1 chemise

- 17 Dossier relatif aux pensions. 1931-1969. 1 chemise

-
- 18 Dossier relatif aux allocations familiales. 1953-1975. 1 chemise
- 19 Dossier relatif aux statuts pécuniaires. 1964-1974. 1 chemise
- 20 Dossier relatif aux décorations civiques de Jules Burnonville, Georges Sacotte et Gustave "Arnold" Dumont. 1972, 1974. 1 chemise
- 21 2. DOSSIERS ÉTABLIS À LA SUITE DE FAITS PARTICULIERS
Dossier individuel de Louis Burnonville, commis au ravitaillement. 1947-1953. 1 chemise
3. DOSSIERS DU PERSONNEL ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE
- 22 - 23 DOSSIERS INDIVIDUELS DES RECEVEURS COMMUNAUX. 1923-1976.
- 22 Jules Sacotte. 1923-1959. 1 chemise
- 23 Paul Leblanc. 1964-1976. 1 chemise
- 24 - 25 DOSSIERS INDIVIDUELS DES SECRÉTAIRES COMMUNAUX. 1930-1965.
- 24 Raymond Hyeule. 1930-1959. 1 chemise
- 25 Maurice Herson, commis au ravitaillement puis secrétaire communal. 1941-1965. 1 chemise
- 26 4. DOSSIERS DU PERSONNEL OUVRIER
Dossier relatif aux nettoyeuses Ida Masson, Céline Dinjart, Paula Flamand et Marthe Garot. 1942-1975. 1 chemise
- 27 Dossier individuel de Jules Burnonville, cantonnier-fossoyeur. 1947-1961. 1 chemise

5. DOSSIERS DU PERSONNEL ENSEIGNANT

28 - 36 DOSSIERS INDIVIDUELS DES ENSEIGNANTS. 1931-1974.

- 28 Augustine Hizette. 1931-1934. 1 chemise
- 29 Armand Hubert. 1935-1940. 1 chemise
- 30 Marie-Louise Maniquet-Baré. 1935-1946. 1 chemise
- 31 Rosalie Vandeloise-Baudine. 1935-1946. 1 chemise
- 32 Germaine Millet-Debry. 1935-1963. 1 chemise
- 33 Emma Deridder-Gerday. 1935-1974. 1 chemise
- 34 Alphonse Coisman. 1937-1961. 1 chemise
- 35 Georges Bolain. 1960-1970. 1 chemise
- 36 Marie Dupont. 1963. 1 chemise
- 37 Dossier relatif aux fonctions de bibliothécaire d'Auguste Quaresme et de Guy Herson, instituteur. 1946-1974. 1 chemise

6. DOSSIERS DU PERSONNEL DE POLICE

- 38 Ordonnance provinciale relative à la révocation d'Alphonse Dambremont, garde champêtre. 30 mai 1873. 1 pièce

39 - 40 DOSSIERS INDIVIDUELS DES GARDES CHAMPÊTRES. 1938, 1947-1976.

- 39 Vital Stage. 1938. 1 chemise
- 40 Georges Sacotte. 1947-1976.

1 chemise

III. PATRIMOINE

49 - 53 DOSSIERS RELATIFS AUX ALIÉNATIONS. 1861, 1897-1905, 1949-1950, 1965.

- | | | |
|---|--|-----------|
| 49 | Partie des sentiers n° 29, 31, 32, 36, 41 et 62 et du chemin n° 11. 1861. | 1 cahier |
| 50 | Partie du sentier n° 36. 1er mars 1897. | 1 pièce |
| 51 | Partie du sentier n° 31. 1905. | 1 pièce |
| 52 | Ancienne école des filles. 1949-1950. | 1 chemise |
| 53 | Partie de voirie bordant la rue du Chainia et cadastrée section A, sans numéro. 1965. | 1 chemise |
| <i>41 - 48 DOSSIERS RELATIFS AUX ACQUISITIONS. 1861-1927, 1974.</i> | | |
| 41 | Parcelles au lieudit "Bassetia" pour ouvrir un chemin. 18 novembre 1861. | 2 pièces |
| 42 | Maison avec dépendances cadastrées section C, n° 150c, 151b et 151e pour y établir une école. 5 juin 1873. | 1 cahier |
| 43 | Parcelle cadastrée section C, n° 200. 1873-1882. | 1 chemise |
| 44 | Emprises pour l'élargissement du chemin n° 3 et l'ouverture du chemin du Paradis. 25 août 1900, 8 mars 1901. | 2 pièces |
| 45 | Partie de parcelles cadastrées section C, n° 153u, 153v, 154i et 159a pour la construction d'une école. 1921-1922. | 1 chemise |
| 46 | Parcelle au lieudit "Chainia". 25 mai 1923. | 1 cahier |
| 47 | Parcelle cadastrée section C, n° 387a. 29 décembre 1927. | 1 cahier |

-
- | | | |
|----|---|-----------|
| 48 | Remise située rue du Village, n° 45. 17 octobre 1974, 29 novembre 1974. | 2 pièces |
| 54 | Dossier relatif aux locations de terrains communaux. 1875, 1922, 1950-1965. | 1 chemise |
| 55 | Extrait du plan cadastral précisant le tracé d'un sentier reliant les lieudits "Bassetia" et "Querti" traversant la propriété Deschamps. [19 mai 1877]. | 1 pièce |
| 56 | Répertoires des actes soumis à l'enregistrement. 1877-1900. | 2 cahiers |
| 57 | Dossier relatif à la location des droits de chasse. 1921-1973. | 1 chemise |
| 58 | Dossier relatif à l'abornement de parcelles communales. 1932. | 1 chemise |
| 59 | Dossier relatif aux ventes d'arbres de la commune et de la Fabrique d'église. 1963-1966. | 1 chemise |
| 60 | Dossier relatif aux fiches des locataires des biens communaux. 1968-1985. | 1 chemise |
| 61 | Dossier relatif à la donation des époux Deramée-Nihoul. 1972-1975. | 1 chemise |
| 62 | Dossier relatif à l'échange avec la Fabrique d'église des parcelles cadastrées section A, n° 196f et section B, n° 518g. 1975. | 1 chemise |

IV. FINANCES ET FISCALITÉ

A. COMPTABILITÉ DU SECRÉTARIAT

1. BUDGETS ET ANNEXES

63 - 71 BUDGETS ANNUELS. 1871, 1897, 1919-1920, 1923-1929, 1931-1977.

63	1871.	1 cahier
64	1897.	1 cahier
65	1919.	1 cahier
66	1920, 1923-1929.	1 chemise
67	1931-1939.	1 liasse
68	1940-1949.	1 liasse
69	1950-1959.	1 liasse
70	1960-1969.	1 liasse
71	1970-1977.	1 liasse
72	Dossier relatif aux statistiques du budget communal. 1941-1962.	1 chemise

2. REGISTRES DE COMPTABILITÉ

73 - 81 GRANDS-LIVRES DES RECETTES ET DÉPENSES. 1960-1962, 1966, 1968-1969, 1971-1972, 1974.

73	1960.	1 chemise
74	1961.	

		1 chemise
75	1962.	1 chemise
76	1966.	1 chemise
77	1968.	1 chemise
78	1969.	1 liasse
79	1971.	1 liasse
80	1972.	1 liasse
81	1974.	1 liasse

82	3. EMPRUNTS Dossier relatif aux emprunts faits par la commune aux hospices Saint-Gilles de Namur et à la Maison des Sœurs de la Charité de Namur. 1872, 1894, 1896.	1 chemise
83	Dossier relatif aux emprunts pour les travaux de voirie. 1936-1937.	1 chemise

B. COMPTABILITÉ DU RECEVEUR

86	1. REGISTRES DE COMPTABILITÉ Procès-verbaux de vérification de la caisse communale. 1926-1957.	1 chemise
----	---	-----------

84	84 - 85 LIVRES-JOURNAUX DE CAISSE. 1947-1950. 1947-1948.	1 volume
85	1949-1950.	1 volume

2. COMPTES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES

87	87 - 97 COMPTES ANNUELS. 1877-1976. 1877-1879.	1 chemise
88	1881, 1886, 1888.	1 chemise
89	1892, 1895-1899.	1 chemise
90	1900, 1902, 1904-1905, 1907.	1 chemise
91	1914, 1917-1918.	1 chemise
92	1921-1922, 1924, 1926-1929.	1 liasse
93	1930-1939.	1 liasse
94	1941-1949.	1 liasse
95	1950, 1952-1959.	1 liasse
96	1960-1969.	1 liasse
97	1970-1972, 1974-1976.	1 liasse
98	98 - 134 PIÈCES JUSTIFICATIVES AUX COMPTES. 1929, 1940-1976. 1929.	1 chemise
99	1940.	1 liasse
100	1941.	1 liasse

101	1942.	1 liasse
102	1943.	1 liasse
103	1945.	1 liasse
104	1946.	1 liasse
105	1947.	1 liasse
106	1948.	1 liasse
107	1949.	1 liasse
108	1950.	1 liasse
109	1951.	1 chemise
110	1952.	1 chemise
111	1953.	1 chemise
112	1954.	1 chemise
113	1955.	1 chemise
114	1956.	1 liasse
115	1957.	1 chemise
116	1958.	1 chemise
117	1959.	

		1 chemise
118	1960.	1 chemise
119	1961.	1 chemise
120	1962.	1 chemise
		1 liasse
121	1963.	1 chemise
122	1964.	1 chemise
123	1965.	1 chemise
124	1966.	1 chemise
125	1967.	1 chemise
126	1968.	1 liasse
127	1969.	1 chemise
128	1970.	1 chemise
129	1971.	1 chemise
130	1972.	1 chemise
131	1973.	1 chemise
132	1974.	1 liasse
133	1975.	1 chemise

-
- 134 1976. 1 liasse
3. ENTRÉE EN FONCTION DU RECEVEUR
- 135 - 136 ACTES D'HYPOTHÈQUE POUR LA GARANTIE DE GESTION
DU RECEVEUR COMMUNAL. 1893, 1949.
135 Jules Milaire. 9 février 1893. 1 pièce
- 136 Jules Sacotte. 13 septembre 1949. 1 pièce
- C. IMPOSITIONS ET TAXES
- 137 - 138 JOURNAUX-AUXILIAIRES DES IMPOSITIONS ET TAXES.
1960-1980.
137 Volume 2. 12 octobre 1960 - 11 avril 1980. 1 volume
- 138 Volume 3. 28 octobre 1975 - 11 avril 1980. 1 volume
- D. DÉPÔT DE L'ADMINISTRATION DU CADASTRE
- 139 Table alphabétique des propriétaires inscrits à la matrice
cadastrale. [1833-1915]. 1 cahier
- 140 Dossier relatif à l'indicateur expert du cadastre. 1933-1960. 1 chemise
- 141 Dossier relatif à la commission du revenu cadastral. 1955. 1 chemise

V. ÉTAT CIVIL

A. REGISTRES DE L'ÉTAT CIVIL ET TABLES

155 - 159 DOSSIERS RELATIFS AUX EXTRAITS DES REGISTRES DE L'ÉTAT CIVIL. 1927-1947.

155	Décès. 1927-1946.	1 chemise
156	Naissances. 1928-1944.	1 chemise
157	Mariages. 1928-1947.	1 chemise
158	Nationalité. 15 mars 1934.	1 pièce
159	Divorces. 1936-1944.	1 chemise
160	Dossier relatif à l'inspection des registres de l'état civil. 1927-1975.	1 chemise
161	Dossier relatif au mariage entre Gaston Héricks et Nina Antonova, de nationalité soviétique. 1943-1949.	1 chemise
162	Dossier relatif aux mentions marginales. 1953-1976.	1 chemise
164	<i>B. CIMETIÈRES ET FUNÉRAILLES</i> Dossier relatif aux autorisations de transport funèbre et aux permis d'inhumer et d'exhumer. 1927-1972.	1 chemise
165	Dossier relatif à l'organisation des transports funèbres. 1949-1972.	1 chemise

VI. POPULATION

A. REGISTRES ET MOUVEMENTS DE LA POPULATION

167	167 - 169 REGISTRES DES ENTRÉES ET SORTIES. 1920-1976. Sorties. 1920-1947.	1 cahier
168	168 - 169 ENTRÉES ET SORTIES. 1948-1976. Entrées.	1 volume
169	Sorties.	1 volume
170	Dossier relatif aux statistiques de la population. 1931.	1 chemise
171	Fiches-index de la population. [ca 1947].	1 fichier (ca 32 fiches)
163	Registre des décès survenus dans une autre commune. 1955-1967.	1 volume
172	Registre des naissances survenues dans une autre commune. 1955-1976.	1 cahier
B. RECENSEMENTS ET AUTRES ÉTATS DE LA POPULATION		
173	173 - 176 DOSSIERS RELATIFS AUX STATISTIQUES GÉNÉRALES DES RECENSEMENTS GÉNÉRAUX DE LA POPULATION. 1946-1975. 1946-1949.	1 chemise
174	1950-1959.	1 chemise
175	1960-1969.	1 chemise
176	1970-1975.	1 chemise

177	177 - 178 DOSSIERS RELATIFS AUX RECENSEMENTS DE LA POPULATION. 1960, 1970. 1960.	1 chemise
178	1970.	1 chemise

C. CARTES D'IDENTITÉ ET PASSEPORTS

179	179 - 181 REGISTRES D'INSCRIPTION DES CARTES D'IDENTITÉ. 1930-1975. 1930-1952.	1 volume
180	1952-1963.	1 cahier
181	1963-1975.	1 volume

D. ÉTRANGERS

182	Registre spécial des étrangers. 1931-1973.	1 volume
183	Registre de contrôle des cartes d'identité des étrangers. 1966-1975.	1 cahier

VII. ÉLECTIONS

A. LISTES ÉLECTORALES ET LISTES DÉRIVÉES

184 Dossier relatif au Conseil des prud'hommes. 1928-1950. 1 chemise

185 185 - 186 LISTES DES ÉLECTEURS GÉNÉRAUX ET COMMUNAUX.
1954-1958.

1954-1956. 1 cahier

186 1956-1958. 1 cahier

B. RÉVISION DES LISTES ÉLECTORALES

187 Listes nominatives pour la révision des listes électorales. [1953-1954]. 2 pièces

C. DOSSIERS DES ÉLECTIONS

188 Dossier relatif aux électeurs radiés ou absents aux élections. 1924-1936. 1 chemise

189 189 - 190 DOSSIERS DES ÉLECTIONS COMMUNALES. 1946, 1952.
24 novembre 1946. 1 chemise

190 12 octobre 1952. 1 chemise

VIII. AFFAIRES MILITAIRES ET GUERRES

A. SERVICE MILITAIRE

191	Dossier relatif aux congés militaires. 1870, 1935, 1948-1958.	1 chemise
192	192 - 241 DOSSIERS RELATIFS AUX LEVÉES DE MILICE. 1923-1974. 1923.	1 chemise
193	1924.	1 chemise
194	1925.	1 chemise
195	1926.	1 chemise
196	1927.	1 chemise
197	1928.	1 chemise
198	1929.	1 chemise
199	1930.	1 chemise
200	1931.	1 chemise
201	1932.	1 chemise
202	1933.	1 chemise
203	1934.	1 chemise
204	1935.	1 chemise

205	1936.	1 chemise
206	1937.	1 chemise
207	1938.	1 chemise
208	1939.	1 chemise
209	1940.	1 chemise
210	1941.	1 chemise
211	1942.	1 chemise
212	1943.	1 chemise
213	1944.	1 chemise
214	1945.	1 chemise
215	1946.	1 chemise
216	1947.	1 chemise
217	1948.	1 chemise
218	1949.	1 chemise
219	1950.	1 chemise
220	1951.	1 chemise
221	1952.	

		1 chemise
222	1953.	1 chemise
223	1954.	1 chemise
224	1955.	1 pièce
225	1956.	1 chemise
226	1957.	1 chemise
227	1958.	1 chemise
228	1959.	1 pièce
229	1960.	1 chemise
230	1961.	1 chemise
231	1962.	1 chemise
232	1963.	1 chemise
233	1964.	1 chemise
234	1965.	1 chemise
235	1966.	1 chemise
236	1967.	1 chemise
237	1968.	1 chemise

238	1969.	1 chemise
239	1972.	1 chemise
240	1973.	1 chemise
241	1974.	1 chemise
242	Dossier relatif aux réfractaires au service. 1934-1959.	1 chemise
243	Relevé des fonctionnaires communaux en sursis de rappel. [1936].	1 pièce
244	Registre de classement des dossiers de mobilisation. 1936-1939.	1 cahier
245	Registre des militaires en congé illimité. 1945-[1952].	1 cahier
246	Listes nominatives des miliciens appelés. 1948-1961.	1 chemise
247	Dossier relatif aux militaires appelés ou rappelés au service. 1950-1976.	1 chemise
248	Dossier relatif aux demandes de sursis. 1952-1954.	1 chemise
249	Dossier relatif aux indemnités de milice. 1957-1975.	1 chemise
	<i>B. MOBILISATION, RÉQUISITIONS ET CANTONNEMENTS MILITAIRES EN TEMPS DE PAIX</i>	
250	Dossier relatif aux réquisitions. 1870, 1923, 1928-1938, 1949-1953.	1 chemise
	251 - 254 REGISTRES DE CLASSEMENT POUR LES RÉQUISITIONS. [1935].	
251	Véhicules automobiles.	

1 cahier

252 Chevaux.

1 cahier

253 Véhicules hippomobiles.

1 cahier

254 Motocyclettes.

1 cahier

C. GUERRES ET CONSÉQUENCES

255 Dossier relatif aux pensions de guerre. 1914, 1936-1944.

1 chemise

256 - 257 DOSSIERS RELATIFS AUX INDEMNITÉS POUR LES
DOMMAGES DE GUERRE. 1922-1929.

256 Biens privés. 1922-1929.

1 chemise

257 Biens communaux. 1924-1925.

1 chemise

258 Dossier relatif aux victimes civiles et militaires des deux guerres
mondiales. 1935-1943.

1 chemise

259 Dossier relatif aux invalides de guerre. 1936-[1938].

1 chemise

260 Lettre du Ministère de l'Agriculture relative au rachat des vieux
chevaux et mulets de l'armée anglaise. 19 novembre 1937.

1 pièce

261 Lettre de l'Union des mères et des veuves de guerre de Belgique
demandant à organiser une collecte dans la commune. [1938].

1 pièce

262 Circulaires émises en temps de guerre. 1938-1946.

1 chemise

263 Dossier relatif aux réquisitions militaires. 1938-1949.

1 chemise

264 Registre des prestations requises par l'autorité militaire. 1940.

1 cahier

-
- | | | |
|-----|---|-----------|
| 268 | Dossier relatif au recensement des sépultures de militaires alliés. 1940-1945. | 1 chemise |
| 265 | 265 - 267 DOSSIERS RELATIFS À LA CONSTATATION ET À LA RÉPARATION DE DOMMAGES DE GUERRE. 1940-1955.
Réseau électrique. 1940-1941. | 1 chemise |
| 266 | Bâtiments communaux et scolaires. 1941-1943. | 1 chemise |
| 267 | Presbytère. 1942-1955. | 1 chemise |
| 269 | Dossier relatif au remplacement de mandataires. 1941-1944. | 1 chemise |
| 270 | Dossier relatif à la garde rurale. 1941-1949. | 1 chemise |
| 271 | Lettre de l'inspecteur de l'Enseignement relative aux livraisons de charbon aux écoles. 8 mars 1942. | 1 pièce |
| 272 | Dossier relatif aux prisonniers de guerre. 1942-1945. | 1 chemise |
| 273 | Registre des réfugiés. 1944. | 1 cahier |
| 274 | 274 - 275 DOCUMENTS PERSONNELS ÉMIS DES SUITES DE LA GUERRE. 1944.
Cartes d'évacué. | 1 chemise |
| 275 | Carte de légitimation de Marie-Louise Coussement, institutrice primaire. | 1 pièce |
| 276 | Lettre du commandant de camp de Fleurus relative à l'occupation par un particulier de quatre prisonniers allemands. 1er août 1946. | 1 pièce |
| 277 | Dossier relatif au rapatriement des corps de militaires. 1949. | |

1 chemise

- 278 Lettre de Georges Devos, avocat, relative à l'indemnisation de Jeanne Severin pour l'enlèvement de meubles par l'armée américaine. 23 mai 1949.

1 pièce

- 279 Dossier relatif à la reconnaissance de statuts de réfractaire, déporté et prisonnier de guerre. 1950-1959.

1 chemise

IX. ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS

1. ÉQUIPEMENT

- 280 Lettre du garde champêtre demandant un nouvel uniforme. 9 janvier 1935. 1 pièce

2. MISSIONS DE POLICE ADMINISTRATIVE CONCERNANT LA TRANQUILLITÉ ET L'ORDRE PUBLICS

- 445 Dossier relatif au placement d'aliénés en institut. 1895-1951. 1 chemise
- 286 Dossier relatif à un contentieux entre particuliers arbitré par la commune. 1934. 1 chemise
- 281 Dossier relatif aux demandes d'autorisation de collectes et loteries. 1936-1937, 1947. 1 chemise
- 282 Dossier relatif à la plainte d'un particulier concernant l'usage de servitudes de passage. 1968-1969. 1 chemise
- 3. MISSIONS DE POLICE ADMINISTRATIVE CONCERNANT LA SÉCURITÉ PUBLIQUE*
- 283 Liste des détenteurs de permis de chasse. 1949-1950. 1 pièce
- 284 Dossier relatif aux arrêtés de police. 1957-1974. 1 chemise
- 285 Dossier relatif aux demandes de placement d'enseignes lumineuses. 1960-1971. 1 chemise

X. SANTÉ PUBLIQUE

A. INSPECTION MÉDICALE SCOLAIRE

- 287 Rapports médicaux mensuels. 1946-1947. 1 chemise

B. LUTTE CONTRE LES MALADIES ÉPIDÉMIQUES

- 288 288 - 290 REGISTRES DES VACCINATIONS. 1935-1976.
1935-1962. 1 cahier

- 289 1943-1962. 1 cahier

- 290 1961-1976. 1 cahier

- 291 Avis de signalement de cas contagieux. 1937-1953. 1 chemise

- 292 Dossier relatif aux campagnes de vaccination. 1946-1963. 1 chemise

- 293 Registre des vaccinations antipoliomyélitiques. 1967-1976. 1 cahier

C. ANALYSE DE L'EAU POTABLE

- 294 Dossier relatif aux analyses de l'eau. 1958. 1 chemise

D. CONTRÔLE DE LA SALUBRITÉ DES HABITATIONS ET LOGEMENTS

- 296 Lettre du Comité de patronage des habitations ouvrières et arrêté de la Députation permanente relatifs à l'amélioration de l'habitation d'un particulier. 20 août 1937, 15 avril 1938. 2 pièces

E. CONTRÔLE DES ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES ET INCOMMODES

297 - 300 DOSSIERS RELATIFS AUX DEMANDES D'AUTORISATION POUR L'EXPLOITATION DE DÉPÔTS ET POMPES À ESSENCE. 1925, 1931, 1933, 1957, 1960.

- | | | |
|--|--|-----------|
| 297 | Félix Cassart, rue du Village, n° 39. 1925, 1931. | 1 chemise |
| 298 | François Suys, rue de Perwez. 1925, 1957. | 1 chemise |
| 299 | J. Beaudhuin et Fils, rue du Chainia, n° 104. 1933. | 1 chemise |
| 300 | René Simonet, rue du Chainia, n° 72. 1960. | 1 chemise |
| | | |
| 301 - 316 DOSSIERS RELATIFS AUX DEMANDES D'AUTORISATION D'ATELIERS ET INSTALLATIONS MÉCANISÉES. 1931-1962. | | |
| 301 | F. Bogaerts, moulin à farine motorisé. 2 octobre 1931. | 1 pièce |
| 302 | Jules Bodart, concasseur à grain, rue du Village, n° 16. 1933. | 1 chemise |
| 303 | Ernest Lambert, atelier de bétonnage, rue de Tripsée, n° 15. 1935, 1950. | 1 chemise |
| | | |
| 304 | 304 - 305 1936.
Ernest Masson, atelier de bétonnage, rue Alvaux. | 1 chemise |
| 305 | Louis Bini, atelier de bétonnage, rue du Village, n° 28. | 1 chemise |
| 306 | Alfred Gruselle, briqueterie temporaire, rue du Chainia. 1937. | 1 chemise |
| | | |
| 307 | 307 - 309 1946.
Marcel Depauw, boulangerie-pâtisserie, rue du Bawtia. | 1 chemise |

-
- | | | |
|-----|---|-----------|
| 308 | Jules Decamp, boulangerie, rue du Village. | 1 chemise |
| 309 | Marcel Garot, atelier de maréchalerie, rue de Sclef, n° 5. | 1 chemise |
| 310 | Louis Taminiaux, moteur électrique, rue du Village, n° 32. 1948. | 1 chemise |
| 311 | Fernand Burnonville, scierie, rue Alvaux, n° 3. 1949-1956. | 1 chemise |
| 312 | René Destrée, moteurs électriques, rue du Chainia, n° 55. 1950. | 1 chemise |
| 313 | J. Beaudhuin et Fils, séchoir à grains, rue du Chainia, n° 104. 1956. | 1 chemise |
| 314 | Raymond Duchêne, menuiserie, rue de la Motte, n° 8. 1956-1959. | 1 chemise |
| 315 | Jean Destrée Bolain, dépôt de bois et atelier de bétonnage, rue du Village, n° 91. 1959-1961. | 1 chemise |
| 316 | Charles Masson, fabrique de dalles et de piquets en béton, rue Alvaux, n° 1. 1959-1962. | 1 chemise |
| 317 | Registres des demandes d'autorisation pour les établissements de 1re et 2e classe. 1932-1965. | 2 cahiers |
| 318 | 318 - 319 DOSSIERS RELATIFS AUX DEMANDES D'AUTORISATION DE BOUCHERIES ET TUERIES PARTICULIÈRES. 1935-1938, 1965.
Arthur Duchêne, rue du Village, n° 7. 1935-1937, 1965. | 1 chemise |
| 319 | Clément Dinjart, rue du Village. 1938. | 1 pièce |
| 321 | 321 - 322 DOSSIERS RELATIFS AUX DEMANDES D'AUTORISATION D'INSTALLATION DE MATÉRIEL DE PROJECTION CINÉMATOGRAPHIQUE. 1948-1956.
Léon Loise, dans l'école libre, rue du Village. 1948. | 1 chemise |

322	Alexandre Masson, rue du Village. 1950-1956.	1 chemise
323	323 - 327 DOSSIERS RELATIFS AUX DEMANDES D'AUTORISATION POUR L'EXPLOITATION DE DÉPÔTS DE GAZ ET MAZOUT. 1948-1965. Jules Bini, rue de Perwez. 1948.	1 chemise
324	Maurice Garot, rue du Village, n° 61. 1951.	1 chemise
325	Jean Bolain, rue Ange du Paradis, n° 24. 1960.	1 chemise
326	Stéphane Ligot, route d'Éghezée. 1964-1965.	1 chemise
327	Victor Ippersiel, rue du Village, n° 80. 1964-1965.	1 chemise
328	Dossier relatif aux enquêtes de commodo et incommodo concernant les silos. 1949-1959.	1 chemise
329	329 - 334 DOSSIERS RELATIFS AUX DEMANDES D'AUTORISATION D'INSTALLATION DE SILOS À PULPE. 1956-1959. 329 - 331 1956. Louis Baré, rue Pierre Mathy.	1 chemise
330	Sœurs Sonvaux, rue Alvaux.	1 chemise
331	Léon Bini, rue Alvaux.	1 chemise
332	Louis Desneux, rue du Village. 1956-1959.	1 chemise
333	Ernest Noël, rue Bawtia. 1958.	1 chemise
334	Jules Botilde, rue de Bawtia. 1958-1959.	1 chemise

- 335 - 336 DOSSIERS RELATIFS AUX DEMANDES D'AUTORISATION
D'ÉLEVAGES D'ANIMAUX. 1959, 1965.
- 335 André Mottart, rue du Chainia, n° 44. 1959. 1 chemise
- 336 Joseph Gilles, rue du Village, n° 21. 1965. 1 chemise
- 337 Dossier relatif au litige entre particuliers concernant l'abri à bétail
d'Albert Duchêne. 1969. 1 chemise

XI. TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE

A. TRAVAUX AUX BÂTIMENTS, MONUMENTS ET INSTALLATIONS IMMOBILIÈRES DIVERSES

1. BÂTIMENTS AFFECTÉS AUX SERVICES ADMINISTRATIFS ET COMMUNAUX

- 338 Dossier relatif à l'électrification des bâtiments communaux. 1928-1932.
1 chemise
- 339 Dossier relatif aux travaux de rejointoyage de la maison communale et de l'église. 1953-1954.
1 chemise
- 340 Dossier relatif aux travaux d'installation du chauffage à la maison communale, aux écoles des garçons et à la maison des jeunes. 1974.
1 chemise
2. BÂTIMENTS SCOLAIRES
- 341 Dossier relatif aux travaux de construction d'une école des filles et d'une école gardienne. 1913-1914.
1 chemise
- 342 Dossier relatif aux travaux de restauration des bâtiments scolaires. 1923-1924.
1 chemise
- 343 Plan et désignation des ouvrages relatifs aux travaux d'agrandissement d'une classe de l'école des religieuses. 31 août 1925.
2 pièces
- 344 Dossier relatif aux travaux de construction d'une nouvelle école des filles. 1930-1938.
1 chemise
- 345 Dossier relatif à la réfection du mur de clôture de l'école des garçons. 1934.
1 chemise
- 346 Dossier relatif au pavage de la cour de l'école des garçons. 1936.
1 chemise
- 347 Dossier relatif à la construction de sanitaires et d'une remise à

charbon à l'école des garçons. 1936-1939.

1 chemise

348 Dossier relatif aux travaux de restauration et d'amélioration des bâtiments scolaires. 1949-1954.

1 chemise

349 Dossier relatif aux travaux de construction de l'habitation de l'institutrice. 1949-1958.

1 chemise

3. BÂTIMENTS AFFECTÉS AUX DIVERTISSEMENTS

350 Dossier relatif à la construction d'une salle des fêtes et de conférences. 1954-1955.

1 chemise

4. BÂTIMENTS DU CULTE

351 Dossier relatif aux travaux de restauration de l'église. 1924-1925, 1937.

1 chemise

352 Dossier relatif aux travaux de rejointoyage du presbytère. 1953.

1 chemise

353 Dossier relatif aux travaux de restauration de la tour et du clocher de l'église. 1968-1971.

1 chemise

354 Dossier relatif à l'installation de sanitaires au presbytère. 1970.

1 chemise

355 Dossier relatif au remplacement de l'horloge de l'église. 1970-1971.

1 chemise

5. CIMETIÈRES

356 Plans des murs de clôture de l'ancien cimetière. 1888.

1 pièce

357 Dossier relatif aux travaux d'aménagement d'un nouveau cimetière. 1888-1890.

1 chemise

358 Dossier relatif aux travaux de réparation du mur d'enceinte. 1936-1953, 1971.

1 chemise

B. TRAVAUX ET INSPECTION DE LA VOIRIE (Y COMPRIS LES PONTS, LES QUAIS)

- 359** Plans pour l'amélioration des chemins vicinaux. [2de moitié XIXe siècle]-1869. 1 chemise
- 360** Plan pour l'ouverture d'un nouveau chemin vicinal. 15 janvier 1880. 1 pièce
- 361** Plan pour le redressement du chemin n° 1. 22 juin 1880. 1 pièce
- 362** 362 - 378 DOSSIERS RELATIFS AUX TRAVAUX D'AMÉLIORATION. 1896-1908, 1927-1974. Chemins n° 4, 10, 18 et nouveaux chemins. 30 juillet 1896. 1 pièce
- 363** Chemins n° 1, 3, 8 et 11. 1898-1908. 1 chemise
- 364** Chemin de grande communication n° 9. 1927-1960. 1 liasse
- 365** Chemins n° 1, 2, 4, 12 et 14. 1929-1936. 1 chemise
- 366** Chemin n° 4. 1935-1938. 1 chemise
- 367** Chemins n° 1, 4, 6 et 25 et chemin de grande communication n° 10. 1936-1944, 1954-1966. 1 chemise
- 368** Chemins n° 14 et 19. 1937-1940. 1 chemise
- 369** Chemins n° 9 et 14 et chemin agricole n° 24. 1938-1947. 1 chemise
- 370** Chemins n° 1, 4, 6 et 25, et chemin de grande communication n° 10. 1946-1968. 1 chemise
- 371** Chemins n° 1 et 8 et chemin de grande communication n° 10.

	1949-1955.	1 chemise
372	Chemins de Warichet et du Saint-Sauveur. 1954-1956.	1 chemise
373	Chemins agricoles n° 3, 5, 10, 16 et sans numéro. 1959-1970.	1 chemise
374	Chemins agricoles n° 2, 3 et 15. 1965-1967.	1 chemise
375	Chemins n° 2 et 19 et chemin de grande communication n° 9. 1967-1973.	1 chemise
376	Chemin n° 12. 1968-1970.	1 chemise
377	Chemins agricoles n° 6, 9, 22, 24, 59 et sans numéro. 1968-1971.	1 chemise
378	Place communale et chemin n° 18. 1972-1974.	1 chemise
379	379 - 386 DOSSIERS RELATIFS AUX TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE RÉFECTION. 1926-1963, 1974-1975. Chemins n° 10, 12 et 22. 1926, 1930, 1935.	1 chemise
380	Chemins ordinaires et chemin de grande communication n° 10. 1927-1963.	1 chemise
381	Chemins n° 6 et 12. 1936-1937.	1 chemise
382	Chemin de la Gendarmerie. 1948.	1 chemise
383	Chemins vicinaux n° 12 et 19. 1950.	1 chemise
384	Chemin n° 19. 1955-1957.	1 chemise
385	Chemin n° 22. 1974-1975.	

		1 chemise
386	Chemins n° 26, 27 et 23. 1975.	1 chemise
387	387 - 388 DOSSIERS RELATIFS AUX MODIFICATIONS DE TRACÉS DE VOIRIE. 1935, 1953. Sentier n° 38. 1935.	1 chemise
388	Sentier n° 30. 1953.	1 chemise
389	<i>C. TRAVAUX ET INSPECTION DES COURS D'EAU NON NAVIGABLES</i> Dossier relatif au curage des fossés et cours d'eau. 1928-1929, 1935, 1959.	1 chemise
391	Atlas des cours d'eau non navigables ni flottables. 1954.	1 volume
392	Dossier relatif à l'établissement de la carte des cours d'eau. 1954-1957.	1 chemise
393	Tableau descriptif des cours d'eau non navigables. 1957.	1 cahier
394	394 - 395 DOSSIERS RELATIFS AUX TRAVAUX DE NORMALISATION DES RUISSEAUX. 1963-1972. Ruisseau de la Mehaigne. 1963-1971.	1 liasse
395	Ruisseau du Warichet. 1965-1972.	1 liasse
396	Dossier relatif à la détermination des points d'origine des cours d'eau. 1969.	1 chemise
397	Dossier relatif à la Wateringue d'Argenton. 1971.	1 chemise
398	Dossier relatif à l'épuration de la Haute-Mehaigne. 1973-1976.	1 chemise

- 390 Plan de travaux de drainage. [2de moitié XXe siècle]. 1 pièce

D. SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE

1. DISTRIBUTION D'EAU

- 399 Dossier relatif à l'établissement du réseau. 1938-1960. 1 chemise

- 400 Dossier relatif à la participation de la commune dans l'Association intercommunale des eaux du nord de la province de Namur (AIENPN). 1952-1976. 1 chemise

- 401 Dossier relatif à l'établissement de la conduite Daussoulx - Rhodes-Saint-Genèse par la Compagnie intercommunale bruxelloise des Eaux (CIBE). 1971-1973. 1 chemise

2. DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ

- 402 Dossier relatif au contrat de fourniture d'électricité. 1921, 1924. 1 chemise

- 403 Dossier relatif à l'établissement du réseau. 1924-1933. 1 chemise

- 404 Plan pour l'établissement de la ligne à haute tension Mehaigne - Branchon. 1er avril 1927. 1 pièce

- 405 Dossier relatif aux redevances pour la fourniture d'électricité. 1929-1955. 1 chemise

- 406 Lettre de la SA Centrales électriques de l'Entre-Sambre-et-Meuse relative à l'affichage publicitaire sur les cabines électriques. 3 mai 1937. 1 pièce

- 407 Dossier relatif aux travaux de renforcement et d'extension du réseau. 1937-1974. 1 chemise

- 408 Dossier relatif à la participation de la commune à Namelec et à l'Intercommunale namuroise d'électricité (INEL). 1952-1956.

		1 chemise
409	3. ÉCLAIRAGE PUBLIC Dossier relatif aux travaux au réseau. 1949-1966.	1 chemise
410	4. TÉLÉPHONE Dossier relatif aux travaux d'extension du réseau. 1934-1974.	1 liasse
411	Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif au raccordement de l'habitation du bourgmestre au réseau. 25 février 1955.	1 pièce
412	5. RADIO ET TÉLÉVISION CÂBLÉES Dossier relatif à l'Intercommunale namuroise de télédistribution (INATEL) et à l'établissement d'un réseau de télédistribution. 1973-1976.	1 chemise
413	6. TRANSPORTS EN COMMUN Dossier relatif aux annuités dues à la Société nationale des chemins de fer vicinaux (SNCFV). 1892-1974.	1 chemise
414	Lettre de la Société nationale des chemins de fer belges (SNCB) relative à l'installation de la signalisation lumineuse au passage à niveau n° 50 à Beuzet. 18 juin 1938.	1 pièce
415	Lettres de l'inspection technique de Bruxelles relatives au raccordement ferroviaire du magasin de Nestor Grosmanne à la gare. 13 octobre 1938, 29 décembre 1938.	2 pièces
416	Lettre de la commune de Saint-Germain relative à une éventuelle réouverture de la ligne de chemin de fer de Meux à Saint-Denis-Bovesse. 12 juillet 1945.	1 pièce
417	Dossier relatif à l'exploitation de lignes de taxis. 1948-1951.	1 chemise

-
- | | | |
|-----|--|-----------|
| 418 | Dossier relatif à l'enlèvement des rails de la ligne Éghezée - Saint-Denis-Bovesse. 1949-1959. | 1 chemise |
| 419 | Dossier relatif à la ligne d'autobus Namur - Gembloux. 1955-1969. | 1 chemise |

XII. ENSEIGNEMENT

A. CADRE GÉNÉRAL

- 420 Rapport de vérification des comptes et locaux des écoles communales. 22 septembre 1970. 1 pièce

B. ORGANISATION

- 421 Dossier relatif aux horaires et congés scolaires. 1940-1942. 1 chemise

C. ÉQUIPEMENT

- 422 Dossier relatif à la fourniture de mobilier scolaire. 1936-1942. 1 chemise

- 423 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal acceptant le don de trois jeux pour enfants à placer à l'école des filles. 15 septembre 1959. 1 pièce

D. PERSONNEL

- 424 Dossier relatif à la nomination des enseignants. 1934-1948, 1975-1976. 1 chemise

E. FINANCES

- 425 Livre-journal des recettes et dépenses. 1964-1966. 1 volume

- 426 Comptes annuels des écoles gardienne et primaires. 1964-1969. 1 chemise

F. OBLIGATION SCOLAIRE

- 427 Relevé des élèves inscrits pour la plaquette d'identification. [1939]. 1 pièce

- 428 Attestation de fréquentation scolaire de Jean-Marie Nahon au Séminaire de Floreffe. 18 septembre 1946. 1 pièce

- 429 Listes des enfants soumis à l'obligation scolaire. 1974-1976. 2 pièces

G. ACTIVITÉS SCOLAIRES SPÉCIALES

430

Lettre de l'inspection scolaire relative à l'absence de subsides pour l'organisation de cours de flamand pour adultes. 10 mars 1939.

1 pièce

431	XIII. CULTURE Dossier relatif aux noces d'or. 1953-1967.	1 chemise
-----	---	-----------

XIV. ÉCONOMIE

A. AGRICULTURE ET SYLVICULTURE

- 432 Dossier relatif à la lutte contre les doryphores. 1935-1938.
1 chemise
- 433 Dossier relatif aux recensements agricoles. 1938-1976.
1 chemise
- 434 Dossier relatif aux dégâts agricoles. 1965-1976.
1 chemise
- 435 Dossier relatif au remembrement. 1972-1976.
1 chemise

B. ÉLEVAGE

- 436 Dossier relatif à la lutte contre la fièvre aphteuse. 1933-1951.
1 chemise
- 437 Registre des animaux atteints de fièvre aphteuse. 1933-1951.
1 cahier

C. COMMERCE

- 448 Lettre du Ministère du Travail relative à la décoration de mutualité de A. Hubert. 15 juillet 1934.
1 pièce
- 438 Dossier relatif aux commerçants ambulants. 1935-1975.
1 chemise
- 439 Registre des commerçants ambulants. 1939-1967.
1 cahier

XV. AFFAIRES SOCIALES

A. LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET LA MENDICITÉ

- 440 Lettre du secrétariat de la Reine relative à un particulier. 2 septembre 1939. 1 pièce

B. PRISE EN CHARGE DES CHÔMEURS

- 441 Dossier relatif à la mise au travail des chômeurs. 1935-1936, 1953. 1 chemise

C. AIDE AUX PERSONNES ÂGÉES

- 442 Carnet de récépissés de Jean-Baptiste Botilde. 1926. 1 pièce

- 443 Bordereaux des demandes de pension pour salariés. 1949-1976. 1 chemise

- 444 Registre des demandes de prestations pour travailleurs indépendants. 1963-1971. 1 cahier

D. AIDE AUX PERSONNES PORTEUSES DE HANDICAP

- 446 Lettre à l'établissement de l'État pour malades mentaux de Tournai relative à un administré. 12 mai 1952. 1 pièce

- 447 Dossier relatif aux demandes de pensions complémentaires. 1952-1969. 1 chemise

XVI. RELATIONS AVEC LA FABRIQUE D'ÉGLISE NOTRE-DAME DE L'ASSOMPTION

A. PATRIMOINE

Consulter les n° 59 et 62.

B. FINANCES

454	454 - 459 BUDGETS ANNUELS. 1926-1930, 1933-1955, 1959-1977. 1926-1929.	1 chemise
455	1930, 1933-1939.	1 chemise
456	1940-1949.	1 chemise
457	1950-1955, 1959.	1 chemise
458	1960-1969.	1 chemise
459	1970-1977.	1 chemise
460	460 - 465 COMPTES ANNUELS. 1925-1929, 1933-1954, 1957-1976. 1925-1929.	1 chemise
461	1933-1939.	1 chemise
462	1940-1949.	1 chemise
463	1950-1954, 1957-1959.	1 chemise
464	1960-1969.	1 chemise
465	1970-1976.	1 chemise

